



A la fin d'une journée de grève réussie, Le président de la République s'attaque cyniquement au droit de grève et ne répond sur rien de ce qui a provoqué la grève :

Il est temps de prendre des décisions urgentes

3 500 manifestants à Pau et 2 000 à Bayonne étaient dans les rues jeudi pour protester contre les suppressions de postes. Plusieurs centaines de milliers en France parcouraient les rues des villes pour exiger eux aussi que les services publics soient défendus, que leurs agents ne soient pas de moins en moins nombreux pour assurer des missions elles aussi de plus en plus menacées. Ils exigeaient que leur statut ne soit pas bradé avec les meubles et les immeubles que le gouvernement vend à la pelle ces temps-ci : ce statut est le garant de l'indépendance du fonctionnaire, de son honnêteté, de la qualité de sa formation et de celle de son travail.

Ces manifestants se réjouissaient aussi de voir toutes les organisations syndicales réunies dans cet appel et cette grève, après de très, trop longues discussions pour parvenir à un appel commun.

Ils exigeaient que la précarité de l'emploi cesse et que les salaires restent au moins à la hauteur de l'accroissement des prix : il devient luxueux de manger correctement et de façon équilibrée. Il devient fastueux d'utiliser sa voiture pour aller travailler ou pour autre chose.

Ils commençaient à préparer la journée du 22 en exigeant enfin que l'accès à la retraite ne soit pas retardé et que le niveau des retraites soit décent.

Des services publics condamnés si on laisse faire

Les services publics sont l'épine dorsale de notre modèle social. Très développés par rapport à un grand nombre de pays, même européens, ils sont assurés par un personnel jaloux de leur qualité et soucieux de préserver le caractère redistributif qui les fonde. Ils sont enfin la garantie et la condition du développement harmonieux du territoire. Leur présence dans notre pays incite de nombreux responsables étrangers d'entreprises à venir s'installer dans notre pays.

C'est à tout cela que veut s'attaquer et s'attaque avec détermination le président de la République.

Pour des raisons étroitement budgétaires, il supprime le poste d'un fonctionnaire qui part à la retraite sur deux.

Pour des raisons idéologiques, il supprime progressivement les aides sociales, le financement des associations qui maintiennent le lien social et développent l'esprit civique et la solidarité : *les pauvres doivent se prendre en charge individuellement. Les aider n'est pas leur rendre service. Il faut qu'ils prennent en mains leur*

destin. Ils sont responsables de leur pauvreté, de leur échec social, de l'échec scolaire de leurs enfants, de leur mauvaise santé, de leurs mauvaises études, de leur obésité, etc : ils n'ont pas su saisir leur égalité des chances. D'ailleurs tout le monde a un destin singulier et particulier. Il faut diversifier les salaires, les conditions de travail. Le code du travail « simplifié » est plus complexe qu'avant et impose moins de règles aux patrons. Tout ce qui est collectif doit être détruit. Il faut laisser chacun face à son patron ou à son employeur.

L'amour, la vie sont précaires, il est bien normal que le travail, les conditions de travail, les salaires le soient aussi ! dit la patronne des patrons.

Pour des raisons de privilège aux classes sociales possédantes, les missions maintenues des services publics sont transférées au privé et placées sous l'obligation de rendement financier. Les milliards du système de santé, des retraites, sont transférés progressivement aux banques qui utilisent si bien l'argent qui leur est confié et qui savent supporter avec beaucoup de...classe et de détachement des escroqueries de plusieurs dizaines de milliards.

Tout cela, les fonctionnaires qui ont manifesté massivement et massivement fait grève jeudi, n'en veulent plus : ils exigent des services publics développés et au service de la population. Ils veulent un aménagement du territoire qui n'oublie personne. Ils veulent une qualité de vie pour tous, qui soit à la hauteur des richesses produites, à la hauteur des efforts poursuivis et à la mesure du développement scientifique et technologique de notre pays.

Le président de la République provoque et défie

Que fait le président du pouvoir d'achat, le président du dialogue social, le président d'un monde meilleur ? Le soir même, goguenard et provocateur, il annonce une nouvelle attaque contre le droit de grève, ne dit pas un mot des revendications des grévistes et d'une intention de développer les services publics.

Cette attaque, il la concentre une fois de plus contre l'éducation nationale, contre le statut, contre le droit de grève.

Le 31 juillet dernier, il avait procédé de la même façon contre les salariés des transports publics de voyageurs. Dans le département, nous avons immédiatement proposé à nos camarades des autres organisations syndicales une manifestation de refus et nous avons expliqué que nous n'acceptons pas au préfet auquel nous avons demandé une audience.

Ne pas tomber dans la provocation, relever franchement et massivement le défi de combattre la politique du gouvernement Et gagner

Cette fois-ci, la date choisie est doublement significative : le soir d'une journée d'action très réussie, comme pour prouver que les actions isolées et limitées dans le temps ne lui font pas peur. A quelques semaines de la période très sensible du bac et des autres examens.

Pourquoi ?

Nous avons expliqué à de nombreuses reprises que l'état actuel du rapport de forces entre le patronat et le gouvernement et les salariés n'était pas bon pour les salariés. Il faut élargir au maximum le front de lutte, travailler l'unité et la qualité de l'unité. Il faut aussi et absolument faire des usagers des services publics des alliés.

Précipiter les enseignants et autres salariés de l'éducation nationale dans la discussion difficile sur la grève des examens est une idée excellente pour le président de la République : les personnels se divisent, soucieux de l'avenir de leurs élèves. Les parents d'élèves, même enclins à soutenir les luttes des personnels de l'éducation nationale, hésitent avant de soutenir une lutte qui met le bac en jeu.

La grève du bac et des examens ne concerne directement qu'une petite partie des personnels de l'éducation nationale : ils feraient grève par procuration pour tous et tous s'en sortiraient ? Non ! C'est tout le monde qui doit entrer en lutte, massivement et sur toutes les raisons qui ont été exposées.

Enfin, puisqu'il n'y a pas de petit profit, c'est aussi une occasion de se débarrasser enfin d'un examen qui embarrasse le pouvoir depuis de longues années. Dans l'enseignement professionnel, une manœuvre du même style est en train de se développer, mais « à blanc » cette fois-ci : sans grève, sans provocation, grâce au protocole signé par plusieurs organisations syndicales et que la FSU (avec la CGT) n'a pas signé. Les examens vont être complètement remplacés par du contrôle continu. Dans le même temps, les élèves se verront voler un quart (!) de leurs possibilités d'étudier et le gouvernement pourra à terme économiser 10 000 postes.

Non, il ne faut pas tomber dans ce piège grossier et s'épuiser sur des stratégies perdant/perdant.

Les attaques contre notre éducation nationale sont phénoménales et d'une gravité extrême.

Les attaques contre le droit du travail, contre le droit de grève, contre le statut, contre les conditions de travail, contre les salaires, contre les retraites, contre la sécurité sociale, contre les libertés sont permanentes et d'une gravité croissante. Intelligemment, le président de République s'attaque d'abord au droit de grève avant de porter les derniers coups, les plus violents, les plus susceptibles de faire réagir l'ensemble des salariés.

C'est maintenant qu'il faut accélérer la lutte, dans cette période où les journées de grève et d'action se succèdent en pointillé au cours de ce mois. Il faut donner de la cohérence à ces luttes dispersées et organiser rapidement une offensive syndicale et sociale sur la durée, avec des explications claires et un objectif simple : arrêter cette machine infernale, exiger que les richesses produites servent à tous.

D'aucuns disent qu'il ne faut pas risquer de jeter les salariés dans une impasse et d'échouer.

Deux réflexions :

1) plus que jamais il est évident que la seule lutte qu'on est sûr de perdre est celle qu'on ne mène pas. Et de perdre très sévèrement.

2) Il n'est absolument pas sûr que la lutte qui doit être menée échoue : le front des mécontents est très large. L'inquiétude gagne, et la conscience que les salariés des services publics ont de la hauteur des enjeux croît chaque jour : ouvrez les oreilles !

Notre FSU a des responsabilités éminentes dans la défense des services publics. Dans cette lutte, elle ne serait pas seule. Même ceux qui ont tellement tergiversé pour signer des textes dans une période sans lutte générale, seraient conduits à modifier leurs analyses, leur comportement et leurs décisions.

Unité des travailleurs et des usagers des services publics. Action large et décidée.

Ou marasme persistant et accélération vers la dégradation irrévocable de nos services publics. Disparition à terme de la raison d'être de notre FSU.

Qu'est-ce que vous choisissez ?

U&A 64, le 17 mai 2008

Demain 18 mai, soyons nombreux à manifester à Paris et à construire la lutte sur la durée

Le 22 mai à 10 heures 30, à Pau et à Bayonne, manifestations unitaires pour défendre les retraites.

Journée de grève à l'appel de l'intersyndicale départementale.

Il faut également y défendre le droit de grève, les services publics, nos missions, nos salaires.

Le 24 mai, journée d'action avec les parents et les mouvements pédagogiques pour défendre l'Ecole.